La conscription en débat ou le triple apprentissage de la nation, de la citoyenneté, de la République (1789-1889).

Xavier Boniface

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/1063>

DOI : 10.4000/ahrf.1063

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2001

Pagination : 137-138

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Xavier Boniface, « La conscription en débat ou le triple apprentissage de la nation, de la citoyenneté, de la République (1789-1889). », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 323 | janvier-mars 2001, mis en ligne le 21 avril 2004, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1063> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.1063>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

La conscription en débat ou le triple apprentissage de la nation, de la citoyenneté, de la République (1789-1889).

Xavier Boniface

RÉFÉRENCE

Annie Crépin, *La conscription en débat ou le triple apprentissage de la nation, de la citoyenneté, de la République (1789-1889)*, Arras, Artois Presses Université, 1998, 258p.

- 1 À l'heure de la suspension du service militaire en France, l'ouvrage d'Annie Crépin vient à point pour éclairer d'un jour nouveau l'histoire d'une institution née de la Révolution française. Après une thèse consacrée aux *Levées d'hommes et esprit public en Seine-et-Marne (1791-1815)*, l'auteur aborde ici la conscription sous un angle plus global, dans le prolongement des travaux pionniers de Bernard Schnapper, Jean-Paul Bertaud ou Alain Ehrenberg. Étudiant les débats parlementaires à propos des différentes lois sur le recrutement du XIX^e siècle, elle souligne la dimension d'abord politique et idéologique de la conscription. Les enjeux soulevés par la mise en place de cette institution concernent en effet l'intégration dans l'État-nation, l'exercice de la citoyenneté et la fidélité à l'esprit républicain, bien plus que la simple organisation technique de l'armée. Après l'application extensive de la loi Jourdan-Delbrel par Napoléon, la Charte de 1814 abolit la conscription. Mais la discussion de la loi Gouvion-Saint-Cyr fait à nouveau planer l'ombre des armées de la Révolution et de l'Empire. Les thèmes abordés à cette occasion se retrouveront de manière récurrente dans les débats ultérieurs sur le recrutement. Ceux de la durée du service militaire, du nombre de soldats à incorporer, ou de l'organisation de réserves instruites revêtent ainsi une signification politique considérable, puisqu'ils touchent au rôle que les militaires

peuvent jouer comme citoyens. La conscription apparaît comme un prisme d'une grande netteté pour étudier le débat sur la nation.

- 2 Pour étayer sa démonstration, l'auteur a eu recours à des sources nombreuses, puisées aux Archives nationales et au Service historique de l'Armée de Terre (Vincennes). Les rapports de préfets, les documents administratifs sur le recrutement et les procès-verbaux des assemblées constituent le cœur de ce riche corpus. Une abondante bibliographie permet aussi à l'auteur de faire le point sur quelques controverses historiographiques.
- 3 Cinq grandes parties, regroupant onze chapitres, structurent l'ouvrage. Le plan adopté mêle les approches chronologiques et thématiques. Après une partie sur «la création et les avatars de l'armée nationale», qui retrace le cadre des lois fondatrices Jourdan et Gouvion-Saint-Cyr, l'auteur présente la conscription comme «enjeu politique et idéologique», à travers les lois Soult et Niel. Puis viennent deux parties thématiques, montrant les enjeux de la conscription «pour l'État-nation», puis «pour l'économie et la société». Enfin, la dernière entité analyse le passage vers le service militaire obligatoire, avec les lois de 1872 et 1889.
- 4 Ce livre n'étudie pas le statut des marins, qui sont soumis, depuis Colbert, au système de l'inscription maritime : il s'intéresse aux seuls conscrits destinés à l'armée de terre, les plus nombreux. Mais au-delà des débats sur la conscription, l'auteur analyse d'importantes questions qui en sont la conséquence. De très bonnes pages sont notamment consacrées au remplacement, présenté comme une «soupape de sûreté» pour la collectivité, du fait de ses incidences économiques et sociales. L'évolution de l'insoumission, synthétisée dans une série de cartes en annexes, fait également l'objet de développements nuancés quant à ses formes, ses causes, ses disparités géographiques ou chronologiques. À terme, son recul traduit une acceptation globale du service militaire par la population française. Enfin, l'auteur traite longuement des débats sur la conscription des étrangers de seconde génération, qui posent, au XIX^e siècle, la question de la nationalité française.
- 5 Au total, le livre d'Annie Crépin s'avère fort stimulant, par les perspectives neuves qu'il ouvre. Plus encore qu'une étude de la conscription sur le long terme, il apporte une importante contribution à l'histoire de la formation du sentiment national et de l'esprit républicain.